



16 Jours d' Activisme 2024

**Recommencez ! Rendre des comptes !
Ressources pour la prévention !**

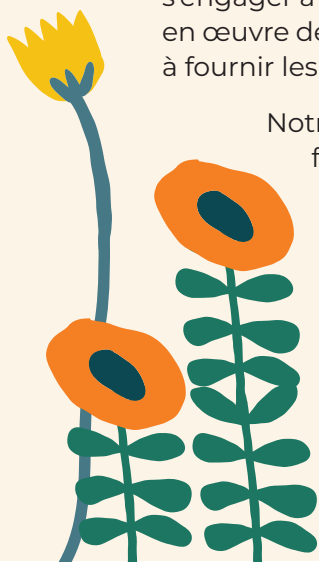
Guide Des Activités De La Campagne

Contexte

La campagne "16 Jours d'Activisme contre la Violence Basée sur le Genre" est un événement mondial organisé depuis 1991 pour promouvoir la sécurité des femmes et leurs droits à vivre sans violence. La campagne se déroule chaque année du 25 novembre au 10 décembre, en commençant par la Journée Internationale pour l'Élimination de la Violence à l'Égard des Femmes et en se terminant par la Journée des Droits de l'Homme. Chaque année depuis près de 20 ans, le réseau de Prévention de la Violence Basée sur le Genre utilise des Kits d'Action et de Plaidoyer pour mener des efforts régionaux dans la Corne de l'Afrique, l'Afrique de l'Est et l'Afrique Australe afin d'inviter les gens à s'engager contre les violences faites aux femmes et de les prévenir.

Cette année, la campagne se concentre sur le 30e anniversaire de la plateforme d'action de Pékin (PfAB), adoptée en 1995 lors de la quatrième conférence mondiale sur les femmes. La PfAB est un document historique pour les droits des femmes. C'est un document dans lequel les dirigeants mondiaux se sont engagés à faire progresser les objections stratégiques et les actions dans 12 domaines de préoccupation, y compris la Violence à l'Égard des Femmes. Cette année, nous invitons les signataires de la PfAB et les parties prenantes à s'engager à nouveau en faveur de ces priorités, à développer et à mettre en œuvre des mécanismes de responsabilité pour suivre leurs progrès, et à fournir les ressources nécessaires pour intensifier ce travail.

Notre campagne met l'accent sur la nécessité urgente de mettre fin à toutes les formes de violence à l'égard des femmes et des filles, en appelant à des politiques solides, à une plus grande sensibilisation et à des actions concrètes de la part de toutes les parties prenantes afin de protéger leurs droits et d'assurer leur sécurité dans le monde entier.





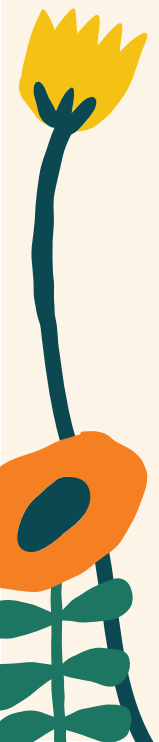
S'engager à nouveau en faveur de la Lutte contre la discrimination à l'égard des femmes par le biais de mécanismes de responsabilités dotés de ressources suffisantes

La plate-forme d'action de Pékin met l'accent sur la responsabilité de l'État dans la prévention et la réponse à la violence à l'égard des femmes par la création de solides mécanismes de responsabilités. Les efforts de responsabilisation décrits dans la plate-forme d'action de Pékin comprennent l'élaboration et l'application de lois qui criminalisent la Violence Basée sur le Genre; la garantie que les agents de l'État tels que la police et les forces de sécurité sont tenus de rendre des comptes s'ils commettent des actes de violence à l'égard des femmes; et la mise en place de mécanismes de justice permettant aux victimes de violence d'obtenir réparation. La plate-forme souligne également l'importance de la collecte systématique de données et de l'établissement de rapports afin de suivre les progrès réalisés et d'identifier les domaines nécessitant des améliorations.



En outre, la PfAB souligne la nécessité de disposer de ressources adéquates pour mettre fin efficacement à la violence à l'égard des femmes, y compris le financement de services complets destinés aux survivants tels que l'aide juridique, les soins de santé, les logements et le soutien psychologique. La plate-forme encourage les États à financer l'éducation publique qui transforme les attitudes et les comportements qui tolèrent la violence et à mettre en œuvre des programmes de formation pour les professionnels qui travaillent avec les survivants. La PfAB encourage les États à allouer des ressources adéquates par le biais du budget gouvernemental pour mettre en œuvre des plans d'action visant à mettre fin à la Violence à l'Égard des Femmes.

Depuis la signature de ce document historique il y a près de 30 ans, le paysage de la lutte contre la violence à l'égard des femmes a beaucoup évolué. Au cours de la dernière décennie, nous avons mobilisé des preuves pour démontrer qu'il est possible de prévenir la violence à l'égard des femmes par le biais d'une programmation axée sur la transformation des rapports hommes-femmes et, par l'engagement et l'activisme de toutes. De nombreux pays ont promulgué des lois criminalisant la violence fondée sur le genre, jetant les bases de la justice et de la responsabilisation des auteurs. La disponibilité de services tels que les refuges, les lignes d'assistance téléphonique et l'aide juridique s'est accrue, offrant un soutien essentiel aux survivants. Nous avons également constaté une augmentation du nombre d'acteurs qui s'attaquent à la violence à l'égard des femmes au sein de divers secteurs et entre eux. Nous savons que le changement que nous recherchons doit être mené grâce à l'expertise des organisations locales de défense des droits des femmes, qui disposent de financement flexible et pluriannuel nécessaire pour construire une société plus juste.



Cependant, les défis persistent. La montée de l'autoritarisme dans le monde a entraîné une prolifération d'initiatives antisexistes qui cherchent à réduire à néant les progrès que nous avons réalisés. La mise en œuvre et l'application incohérentes des lois, associées à un financement insuffisant des programmes et des services, sapent les efforts déployés pour protéger efficacement les femmes. Dans de nombreuses régions, la collecte de données n'est toujours pas systématique, ce qui rend difficile la compréhension de l'ampleur de la violence à l'égard des femmes et la mesure des progrès accomplis. Des normes culturelles et sociales profondément enracinées continuent de perpétuer l'inégalité entre les sexes et la violence, créant des obstacles qui empêchent les femmes de chercher de l'aide ou de signaler les abus. Les organisations de défense des droits des femmes et les mouvements féministes souffrent toujours d'un sous-financement chronique de la part des donateurs, qui ne cherchent pas toujours à équilibrer les pouvoirs avec ceux qu'ils financent. Pour éliminer véritablement la violence à l'égard des femmes, un engagement renouvelé est nécessaire pour garantir une application rigoureuse, un financement adéquat, des données complètes et une confiance sans faille dans le pouvoir des mouvements féministes.

C'est pourquoi nous nous associons à la campagne mondiale des 16 jours pour exhorter les parties prenantes à renouveler leur engagement, à renforcer leurs efforts en vue d'éliminer la violence à l'égard des femmes et par-dessus tout à s'engager dans la prévention de la violence envers les femmes. Nous avons besoin de plans concrets de la part des gouvernements pour remplir les engagements qu'ils ont pris il y a 30 ans : mettre en œuvre des politiques qui préviennent et répondent à la violence, fournir un financement suffisant pour soutenir les efforts non gouvernementaux, renforcer les efforts ciblés sur la VEF pour les femmes dans toute leur diversité, y compris les migrantes, les femmes handicapées, les jeunes filles et les femmes, et les femmes homosexuelles, entre autres, et, en fin de compte, nourrir un monde où toutes les femmes et les filles peuvent vivre à l'abri de la violence.



Objectifs De La Campagne

S'engager à nouveau à respecter le mandat de la Plate-forme d'Action de Beijing, qui consiste à mettre fin à la violence à l'égard des femmes et des filles en établissant et en finançant des mécanismes de responsabilisation qui garantissent une prévention, une protection et une réponse efficaces à toutes les formes de violence à l'égard des femmes.

Individus

- Pratiquer la responsabilité personnelle en vous prononçant contre la violence, en soutenant les survivants, en vous informant tout en renseignant les autres sur les engagements pris pour mettre fin à la violence à l'égard des femmes et des filles dans le cadre de la Plate-forme d'Action de Beijing.

Organisations

- Collaborer avec des organisations féministes afin d'amplifier et de financer leur travail essentiel, en mettant en commun leurs ressources et leur expertise pour favoriser un changement systémique aux niveaux local, national et international.

Communautés

- Créer des espaces sûrs où les survivants peuvent demander de l'aide sans être stigmatisés et collaborer avec les organisations féminines locales pour remettre en question les normes sociales néfastes qui perpétuent la violence à l'égard des femmes.

Gouvernements

- Renforcer et mettre en œuvre des mécanismes de responsabilisation pour contrôler, surveiller, appliquer et rendre compte des lois et politiques de lutte contre la violence, tout en allouant des ressources suffisantes pour soutenir des services complets aux survivants et des initiatives de prévention.

